

In partnership with



# What works for Youth Employment in Africa: **A review of youth employment policies and their impact in Niger.**

*Analyse des politiques pour l'emploi des jeunes et leur impact au Niger*



Photo: USAID / Tochukwu Mbachu

**Authors** Saadatou ALKASSOUM SANGARE | Sanoussi IBRAHIM OUMAROU  
| Christian Arnault EMINI

**Date** July 2023

**Working Paper** 2023-20

PEP Working Paper Series

ISSN 2709-7331

# Analyse des politiques pour l'emploi des jeunes et leur impact au Niger

## Résumé

Les jeunes constituent une frange importante de la population Nigérienne et sont en majorité exposés au sous-emploi et au chômage. Le présent papier étudie les facteurs de succès et d'échecs des interventions de soutien à leur employabilité. A partir d'une approche qualitative, elle se fonde sur une méthodologie de collecte de données primaires menée à travers des focus groups et des entretiens sur la mise en œuvre des projets et programmes. Les résultats de l'analyse montrent que les principaux obstacles à la mise en œuvre des actions dédiées aux jeunes sont la défaillance des mécanismes de suivi, la faiblesse des mécanismes d'information et de communication, et celle du niveau d'initiatives des jeunes et de l'offre d'emploi. Le soutien technique continu aux diplômés entrepreneurs semble être la solution la plus probante. La formation professionnelle et technique pour les jeunes déscolarisés ou non scolarisés mérite cependant d'être renforcée pour leur autonomisation.

**Mots clés :** Jeunes, emploi, entrepreneuriat, formation professionnelle

## Abstract

Niger's youth constitute a large segment of the population and are mostly unskilled and exposed to underemployment and unemployment. This paper analyzes the success and failure factors of interventions to support youth employability. Using a qualitative approach, it relies on primary data collection through focus groups and interviews with youth and stakeholders to capture information on the actual implementation of projects and programs. The results of the qualitative analysis show that the main obstacles to the implementation of actions are the failure of monitoring mechanisms, the weakness of information and communication mechanisms, and the low level of initiative of young people and the narrowness of the job offer. For young graduates and the like, ongoing technical support to young entrepreneurs who are already operational has been most successful. Youth employment initiatives are constrained by the limited supply of jobs, while vocational and technical training offers empowerment opportunities for out-of-school and out-of-school youth that deserve to be strengthened.

**Key words :** Youth, Employment, Entrepreneurship, Vocational Training

## Auteurs

### **Saadatou ALKASSOUM SANGARE**

PHD en Économie du développement,  
Cellule d'Analyse des Politiques publiques  
et d'Évaluation de l'action  
Gouvernementale. Niamey / Niger  
[sadalk2004@yahoo.fr](mailto:sadalk2004@yahoo.fr)

### **Sanoussi IBRAHIM OUMAROU**

Doctorant, WASCAL Sénégal  
Niamey-Niger  
[iosml.likesun93@yahoo.fr](mailto:iosml.likesun93@yahoo.fr)

### **Christian Arnault EMINI**

PEP Research Fellow  
Senior Lecturer Université de Yaoundé II  
Yaoundé, Cameroun  
[ceminia@yahoo.fr](mailto:ceminia@yahoo.fr)

## **Remerciements**

Ce travail a été réalisé avec le soutien financier et scientifique du Partnership for Economic Policy (PEP [www.pep-net.org](http://www.pep-net.org)) travaillant en partenariat avec la Mastercard Foundation.

Les auteurs remercient également le mentor politique PEP, Claude Sinzogan pour son soutien technique et ses conseils, ainsi que Abdoulahi Garba, Coordonnateur de la CAPEG pour ses précieux commentaires et suggestions. Une mention spéciale est dédiée au Directeur General de l'ANPE, Ibrahim Nahantchi qui a bien voulu parrainer les activités liées à ce projet.

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>Les jeunes nigériens et le marché du travail</b>	<b>2</b>
	2.1. Caractéristiques des jeunes et du marché du travail	2
	2.2. Problématique d'insertion des jeunes	3
<b>III.</b>	<b>Revue de la littérature</b>	<b>5</b>
	3.1. Revue de la littérature existante en Afrique et ailleurs	5
	3.2. Revue de la littérature sur le cas du Niger	6
<b>IV.</b>	<b>Cadre méthodologique</b>	<b>8</b>
	4.2. Approche générale	8
	4.3. La méthode de collecte	8
<b>V.</b>	<b>Résultats de l'analyse</b>	<b>10</b>
	5.1. Cadre institutionnel des politiques d'emploi des jeunes	10
	5.2. Les résultats de la mise en œuvre des programmes	11
	5.3. Les obstacles et contraintes identifiés	17
<b>VI.</b>	<b>Conclusion et implications politiques</b>	<b>21</b>
	<b>Références bibliographiques</b>	<b>24</b>

## Liste des graphiques

Figure 1 :	Structure de la population selon l'âge .....	2
Figure 2 :	Quelques statistiques sur l'emploi des jeunes .....	3
Figure 3 :	Quelques caractéristiques du niveau d'instruction des jeunes .....	4
Figure 4 :	Répartition des emplois créés par secteurs d'activité et par type d'emploi, de 2011 à 2020.....	5
Figure 5 :	Poids des interviewés par profil et répartition des entretiens et focus group par région .....	9
Figure 6 :	Panorama des acteurs intervenant dans la promotion de l'emploi et l'insertion économique des jeunes.....	10
Figure 7 :	Facteurs de succès et d'échecs des appuis techniques et financiers.....	13
Figure 8 :	Facteurs de succès et d'échecs des initiatives de formation professionnelle et de renforcement de capacités.....	15
Figure 9 :	Facteurs de succès et d'échecs des initiatives de placement, d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes.....	16
Figure 10 :	Résultats de l'évaluation des options d'interventions.....	17
Figure 11 :	Répartition du poids des principaux obstacles énumérés par les acteurs.....	18
Figure 12 :	Perception de l'existence ou non d'un mécanisme de coordination des actions .....	19

## Sigles et abréviations

<b>AFRISTAT</b>	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture
<b>ANPE</b>	Agence Nationale pour la promotion de l'Emploi
<b>CAPEG</b>	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
<b>COSIVIP</b>	Contrat d'Initiation à la Vie Professionnelle
<b>EPFT</b>	Enseignement et Formation Professionnel et Technique
<b>FAFPA</b>	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
<b>HCi3N</b>	Haut-Commissariat a l'Initiative, les Nigériens Nourrissent les Nigériens
<b>IDEE</b>	Initiatives pour le Développement de l'Entreprise
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PACE</b>	Programme d'Aide à la Création d'Entreprise
<b>PDES</b>	Plan de Développement Economique et Social
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PRODEC</b>	Projet de développement des Compétences pour la croissance
<b>RESAEN</b>	Réseau des Structures d'Accompagnement à l'entreprenariat du Niger
<b>SAN/DA/D</b>	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Développement Agricole Durable

## I. Introduction

Au Niger, de nombreux projets et programmes ont été mis en œuvre au cours de la dernière décennie pour appuyer l'emploi des jeunes<sup>1</sup> et faciliter leur participation au développement économique. Ces initiatives traduisent l'ambition du gouvernement nigérien d'assurer 50000 emplois chaque année avec un taux d'emplois des jeunes ruraux de 40% à l'horizon 2021. Toutefois le constat est que les résultats sont loin de répondre aux attentes et le peu d'études qui existent ne permettent pas de renseigner les pouvoirs publics sur leur mise en œuvre effective ou sur les facteurs de succès ou d'échec qui les ont marquées.

Il y a donc lieu de se poser la question de savoir quels sont les facteurs de succès partiels ou d'échecs des interventions mises en œuvre au cours de la dernière décennie au Niger en faveur de l'emploi des jeunes ? Pour y apporter des éléments de réponse, la présente étude se fonde sur une revue documentaire et une collecte de données primaires pour appréhender la pertinence des interventions, l'efficacité de leur mise en œuvre, ainsi que leur capacité à résorber la problématique de l'emploi des jeunes. Les résultats de l'étude mettent en exergue le rôle important de la communication des interventions en amont avant le démarrage des activités tandis que la faiblesse des mécanismes de suivi et de contrôle handicape fortement l'atteinte des résultats.

L'intérêt accordé à la question de l'emploi des jeunes est général en Afrique et découle du postulat que les conditions d'emploi auxquelles la jeunesse fait face, exerceront une influence sur les situations économique, politique et sociale du continent dans les prochaines décennies (Houngbedji, K. & Zanuso, C., 2021).

Après une présentation succincte de la situation des jeunes sur le marché du travail et une revue de la littérature, respectivement dans les sections 2 et 3, la section 4 décrit la méthodologie adoptée. L'analyse des résultats est par la suite faite dans la section 5.

---

<sup>1</sup> Individus disposant d'un âge compris entre 15 et 35 ans selon la Charte nationale de la jeunesse au Niger.

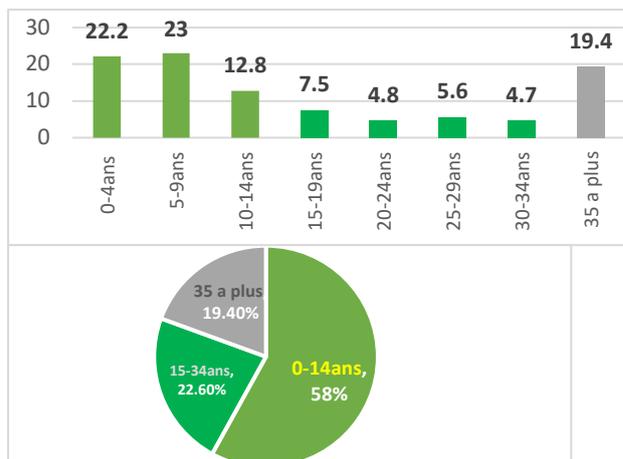
## II. Les jeunes nigériens et le marché du travail

### 2.1. Caractéristiques des jeunes et du marché du travail

Selon les Nations Unies (2022), le Niger est le pays où la fécondité était la plus élevée au monde en 2021, avec un taux de croissance démographique annuel de 3,7 % ; ce qui implique un doublement de la population en 18 ans seulement. Cette forte progression démographique (3,81% pour les jeunes), combinée à un profil démographique à forte dominance jeune (Figure 1), rend les défis socio-économiques encore plus cruciaux.

En 2019, environ 20% de la population est âgée entre 15 et 24 ans et plus de 80% d'entre eux vivent en milieu rural. Le sous-emploi touche environ deux jeunes sur trois, avec une prédominance des possibilités d'emplois dans le secteur primaire (83,01% des jeunes exercent dans ce secteur selon l'INS (2016) tandis qu'un peu moins d'un jeune âgé entre 15 et 29 ans sur quatre est au chômage (Ministère du Plan, 2017). En 2017, le taux de chômage de ceux âgés entre 15 et 34 ans se situait à 12,2% (INS et AFRISTAT, 2019). Il est plus marqué chez les femmes (28,9% contre 4,4% chez les hommes en 2014) mais aussi chez les jeunes (23,7% des 15-29 ans). La durée moyenne des jeunes en situation de chômage est d'environ huit ans pour les primo demandeurs.

Figure 1 : Structure de la population selon l'âge

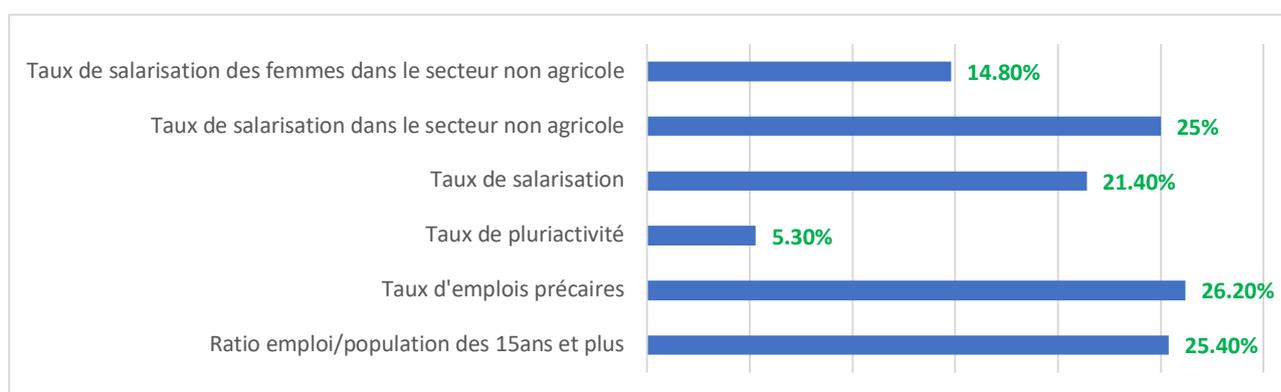


Source : Institut National de la Statistique et AFRISTAT (2019)

Les statistiques montrent que l'offre de main-d'œuvre croît à un rythme annuel de 23,4% tandis que la demande connaît une progression moyenne de moins de 2%.

Le taux de placement des jeunes est faible et sa tendance est descendante (45% en 2010 à 30% en 2015 et seulement 16% en 2019). La grande majorité des jeunes se rabattent sur le secteur privé informel où ils perçoivent une rémunération médiocre, souvent non régulière, couvrant à peine leurs besoins de subsistance (INS, 2016). Les statistiques recensées dans la figure 2 montrent le degré de précarité des conditions d'emploi des jeunes Nigériens.

**Figure 2 : Quelques statistiques sur l'emploi des jeunes**



Source : Institut National de la Statistique et AFRISTAT (2019)

Les jeunes sont concentrés surtout dans les activités commerciales et de services, au détriment des activités industrielles plus créatrices de valeur ajoutée (Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques, 2016).

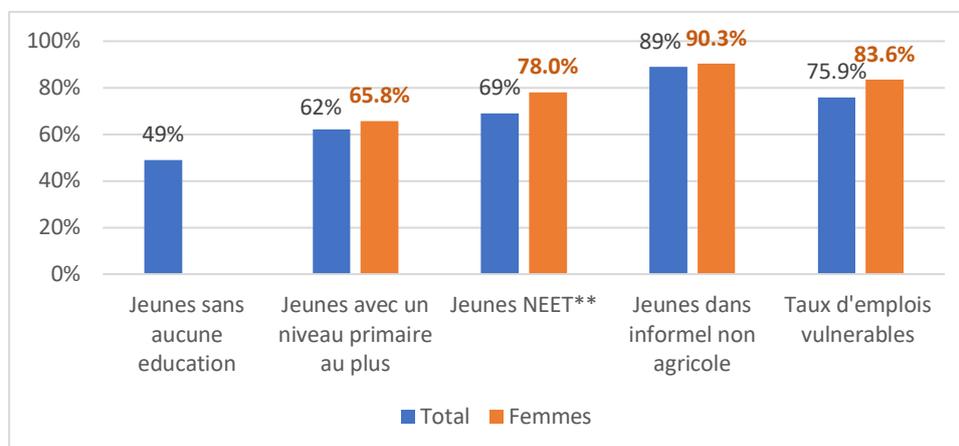
Selon Viard-Cretat et al. (2019), cette structuration du marché de l'emploi au Niger justifie la persistance, en ville comme dans les zones rurales, des problèmes économiques et sociaux tels que la pauvreté, l'analphabétisme, la mendicité, la délinquance, l'exode, etc.

## 2.2. Problématique d'insertion des jeunes

Les difficultés d'insertion des jeunes Nigériens sur le marché de l'emploi résultent de facteurs intrinsèques aux jeunes eux-mêmes, mais aussi de facteurs externes liés à leur environnement. Un des facteurs intrinsèques aux jeunes est leur sous qualification résultant

de la faiblesse de leur niveau d'éducation et de formation (figure 3) consécutive au faible rendement du système éducatif et à celui des opportunités de qualification des ressources humaines.

**Figure 3 : Quelques caractéristiques du niveau d'instruction des jeunes**



**Source :** INS 2017 et \*\*Jeunes de 15-29 ans en 2018

(<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur>)

Cette situation justifie la faible présence des jeunes dans les instances de formulation des politiques et dans la mise en œuvre des stratégies de développement. Elle explique aussi leur présence massive dans la sphère de l'exécution des actions<sup>2</sup> (Ministère de la Jeunesse et des Sports, 2017).

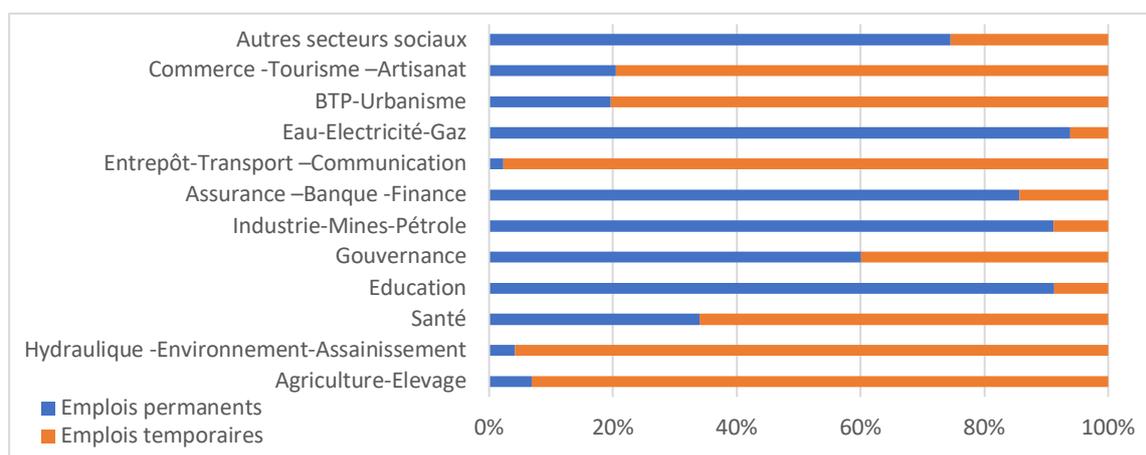
Le deuxième facteur explicatif intrinsèque aux jeunes est l'inadéquation entre leur formation ou les compétences acquises et les besoins du marché du travail (CAPEG, 2018).

Quant aux facteurs externes, ils sont d'ordre institutionnel et économique. Au niveau institutionnel, le cadre juridique relatif à la participation des jeunes aux instances de prise de décision est faiblement appliqué. En outre, la structure de l'économie nigérienne est marquée par une base productive étroite, nettement dominée par le secteur primaire qui représente 38,8% du produit intérieur brut (PIB) en 2020. Le secteur secondaire est très peu développé [17% du PIB dont la moitié revient aux industries extractives (Ministère du Plan, 2017)]. La faible capacité de l'économie à générer une croissance économique soutenue constitue un handicap majeur. Elle peut expliquer la faible création des opportunités

<sup>2</sup> Il s'agit, entre autres, des divers travaux d'intérêt communautaires, de la mobilisation de l'électorat lors des campagnes politiques, ou des activités socio-culturelles.

d'emplois décents et durables dans la plupart des secteurs (Figure 4). Dans l'ensemble, les emplois permanents représentent seulement 21,3% sur la période 2011-2020.

**Figure 4 : Répartition des emplois créés par secteurs d'activité et par type d'emploi, de 2011 à 2020**



Source : CAPEG, 2021.

### III. Revue de la littérature

#### 3.1. Revue de la littérature existante en Afrique et ailleurs

La littérature récente sur l'emploi des jeunes, particulièrement en Afrique, s'intéresse surtout aux défis et contraintes structurelles à l'insertion économique des jeunes. La prééminence de la crise de l'emploi des jeunes soumis au chômage, mais surtout au sous-emploi, à l'emploi vulnérable ou précaire et à des conditions de travail, de revenu et de pauvreté alarmantes, particulièrement en Afrique Sub-Saharienne est développée dans plusieurs travaux (Kamga, 2019 ; O'Higgins et al., 2020 ; Mueller, 2021 ; Mutenyo, 2022). Les réponses proposées, tirées des réflexions théoriques, se répartissent selon Kamga (2019) en quatre types de programmes : les programmes d'intermédiation, de formation, de création d'emploi et d'information, auxquels Mueller et al. (2019) ajoutent les domaines

des institutions et de réglementation du marché du travail et ceux du dialogue social et politique.

Ainsi, les initiatives de formation sont en phase avec la théorie du capital humain (Becker, 1994) qui soutient que les connaissances et compétences acquises sont susceptibles d'accroître la productivité future des travailleurs. De même l'importance assignée à l'expérience professionnelle est impulsée par les réflexions de Spence (1978) dans sa théorie de la signalisation ou du dépistage. L'auteur montre que l'expérience antérieure sert de signal de capacités et d'aptitudes non observées pour les employeurs en quête d'une minimisation des investissements inutiles dans la sélection. Il y a également les apports de la théorie du réseau social montrant l'effet positif de l'investissement dans l'accumulation des réseaux sociaux et des relations personnelles sur les résultats sur le marché du travail (Seibert et al., 2001).

Les résultats obtenus sont différenciés selon les contextes mais l'effet bénéfique de la participation à un programme d'appui offert par les services publics d'emploi est vérifié dans beaucoup de pays (Kamga, 2019).

Par ailleurs, malgré la primauté accordée en Afrique aux politiques axées sur l'offre de main-d'œuvre (programmes de stage et de formation et les programmes d'auto-emploi et d'entrepreneuriat), les contraintes de l'offre subsistent (O'Higgins et al., 2020 ; Mueller, 2021). La faible diversification des formations, leur qualité et l'insuffisance de l'accompagnement post formation dans un contexte de manque d'opportunités et d'accès à des actifs de production sont mis en cause. Mais le principal défi pour beaucoup de jeunes africains aujourd'hui est l'accès à un emploi de qualité, décent plutôt que l'absence d'emploi (O'Higgins et al., 2020 ; Dedehouanou et al., 2021 ; Mueller, 2021 ; Omolo, 2022).

### **3.2. Revue de la littérature sur le cas du Niger**

Au Niger, très peu d'études appréhendent l'efficacité et la pertinence des interventions en faveur de l'emploi des jeunes. Et même lorsque c'est le cas, elles visent l'amélioration du bien-être des ménages (augmentation des revenus ou amélioration du capital humain),

plutôt que l'amélioration des perspectives économiques des jeunes. Plusieurs auteurs ont relevé les difficultés relatives à la disponibilité des données et des documents d'évaluation (Gado et al., 2019 ; Viard-Cretat, 2019). Leurs analyses mettent souvent en exergue les résultats mitigés des interventions multiples et diversifiées qu'ils attribuent à la dispersion sans coordination de la part des acteurs des secteurs publics et privés (Bissonnais, 2010 ; Gado et al., 2019 ; Viard-Cretat et al., 2019 ; Corta et al., 2021) ou l'absence d'un dispositif d'information d'orientation sur les formations offertes et les besoins de qualification des jeunes (Bissinai, 2010 ; Gado et al., 2019). Pour Gado et al. (2019) cela est en lien avec l'objectif de ces programmes qui n'est pas directement le soutien à l'emploi des jeunes mais plutôt la réduction de la pauvreté ou l'insécurité alimentaire.

Dedehouanou et al. (2018), s'intéressant à la pertinence des choix politiques d'investissement et leur impact sur le bien-être des jeunes, trouvent que la promotion des opportunités d'emplois indépendants non agricoles favorise plus la sortie des jeunes Nigériens de la pauvreté. D'ailleurs, plusieurs auteurs (World Bank, 2017 ; CAPEG, 2018) ont mis en exergue l'attraction des jeunes pour les emplois non agricoles et l'inadéquation de leurs aspirations avec l'orientation des interventions.

Une étude sur l'efficacité de 50 projets d'emploi des jeunes de la période 2007-2018, réalisée en 2019, a tenté une évaluation du succès des programmes d'emploi des jeunes. Les résultats montrent qu'en raison de la forte dynamique démographique, un jeune sur 13, entrant sur le marché du travail, reçoit une aide individuelle alors que seulement 8% des projets examinés cherchent de manière explicite à créer des emplois (Gado et al., 2019).

La principale limite de cette recherche est qu'elle se fonde sur des évaluations existantes qui n'ont aucun caractère scientifique. Les auteurs soulignent dans ce sens que lesdites évaluations sont limitées en termes d'informations sur les effets durables et les changements apportés dans la vie des jeunes. Par conséquent, elles n'aident pas à répondre aux questions importantes suivantes que l'on se pose dans le processus de prise de décision : qu'est-ce qui a réellement marché ? quelles sont les options innovatrices d'impact réel à promouvoir ?

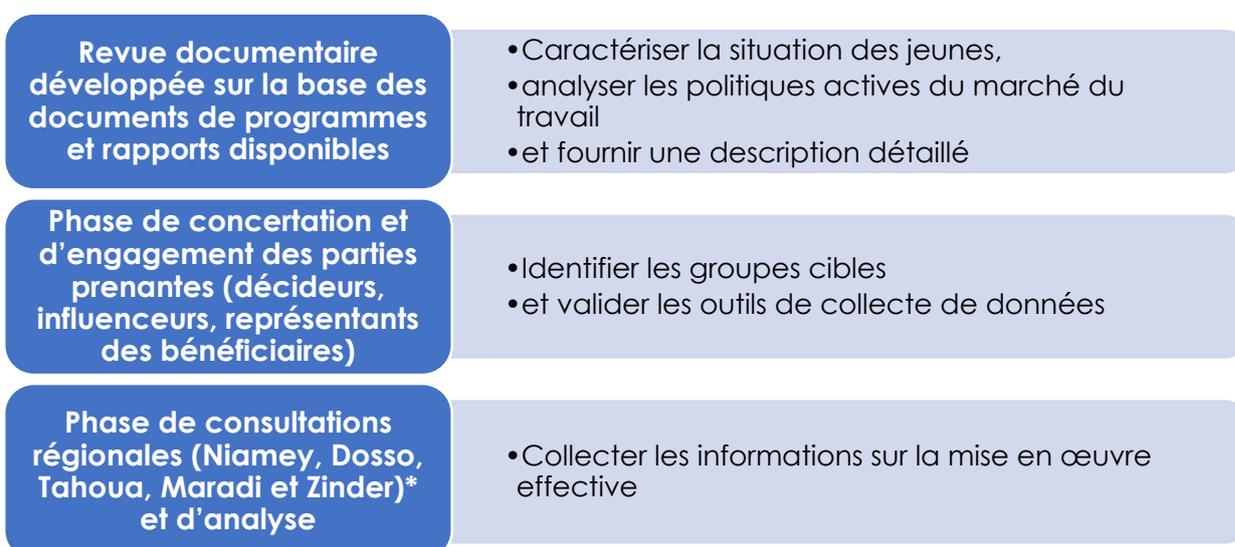
A notre connaissance, ce gap n'est couvert par aucune autre recherche. C'est dire qu'il existe réellement le besoin réel d'une évaluation scientifique des projets et programmes

d'emploi des jeunes qui renseignerait sur les changements réels induits et qui permettrait de repenser en profondeur l'orientation à donner aux futures interventions.

## IV. Cadre méthodologique

### 4.2. Approche générale

L'analyse des facteurs de succès et d'échecs des politiques d'emploi des jeunes est développée à partir de l'examen des interventions adressées aux jeunes Nigériens, suivant une approche articulée en trois phases :



\* Ces régions abritent plus de 85% de la population des jeunes âgés de 15 à 24 ans (Banque mondiale, 2017). Dans chaque région, les processus de mise en œuvre des programmes sont analysés au niveau du chef-lieu de région et de deux communes stratégiques.

### 4.3. La méthode de collecte

A défaut de prendre en compte tous les projets et programmes, un focus est fait sur les initiatives de placement, d'appui à la formation professionnelle et technique et d'appui à l'entrepreneuriat. Dans chaque cas, l'accent est mis sur un projet spécifique choisi en

concertation avec les parties prenantes clés pour sa cohérence avec le thème, sa couverture nationale, sa pertinence et sa portée. Deux méthodes de collecte sont définies en fonction des cibles à atteindre.

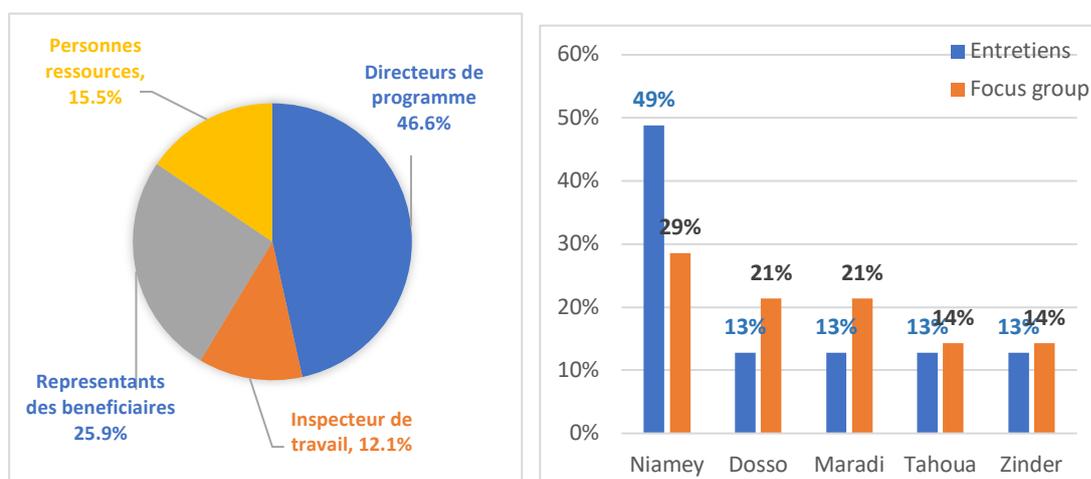
**Tableau 1 : Outils de collecte et cibles**

Méthodes	Cibles	Informations recherchées
<b>Entretiens semi-structurés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Responsables des projets</li> <li>▪ Cadres des organes d'exécution ou des Ministères clés,</li> <li>▪ Inspecteurs de travail,</li> <li>▪ Autorités administratives et coutumières locales</li> <li>▪ Représentants des OSC*,</li> <li>▪ Organisations patronales,</li> <li>▪ Syndicats,</li> <li>▪ Médias)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Critères de sélection des bénéficiaires</li> <li>▪ Méthodologie de mise en œuvre des interventions</li> <li>▪ Obstacles à la bonne marche des interventions</li> <li>▪ Bonnes pratiques</li> <li>▪ Leviers/ opportunités potentiels à exploiter</li> </ul>
	Informateurs clés ou personnes ressources	Avoir une meilleure compréhension des dynamiques
<b>Groupes de discussion</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Jeunes bénéficiaires,</li> <li>▪ Postulants non bénéficiaires</li> <li>▪ Non-postulants</li> </ul>	Perceptions des interventions (adéquation avec les aspirations des jeunes, efficacité / efficience et inclusivité)

\* Organisations de la société civile

Au total, 86 entretiens et 14 groupes de discussion impliquant environ 212 jeunes (141 hommes, 71 femmes) sont réalisés.

**Figure 5 : Poids des interviewés par profil et répartition des entretiens et focus group par région**



Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

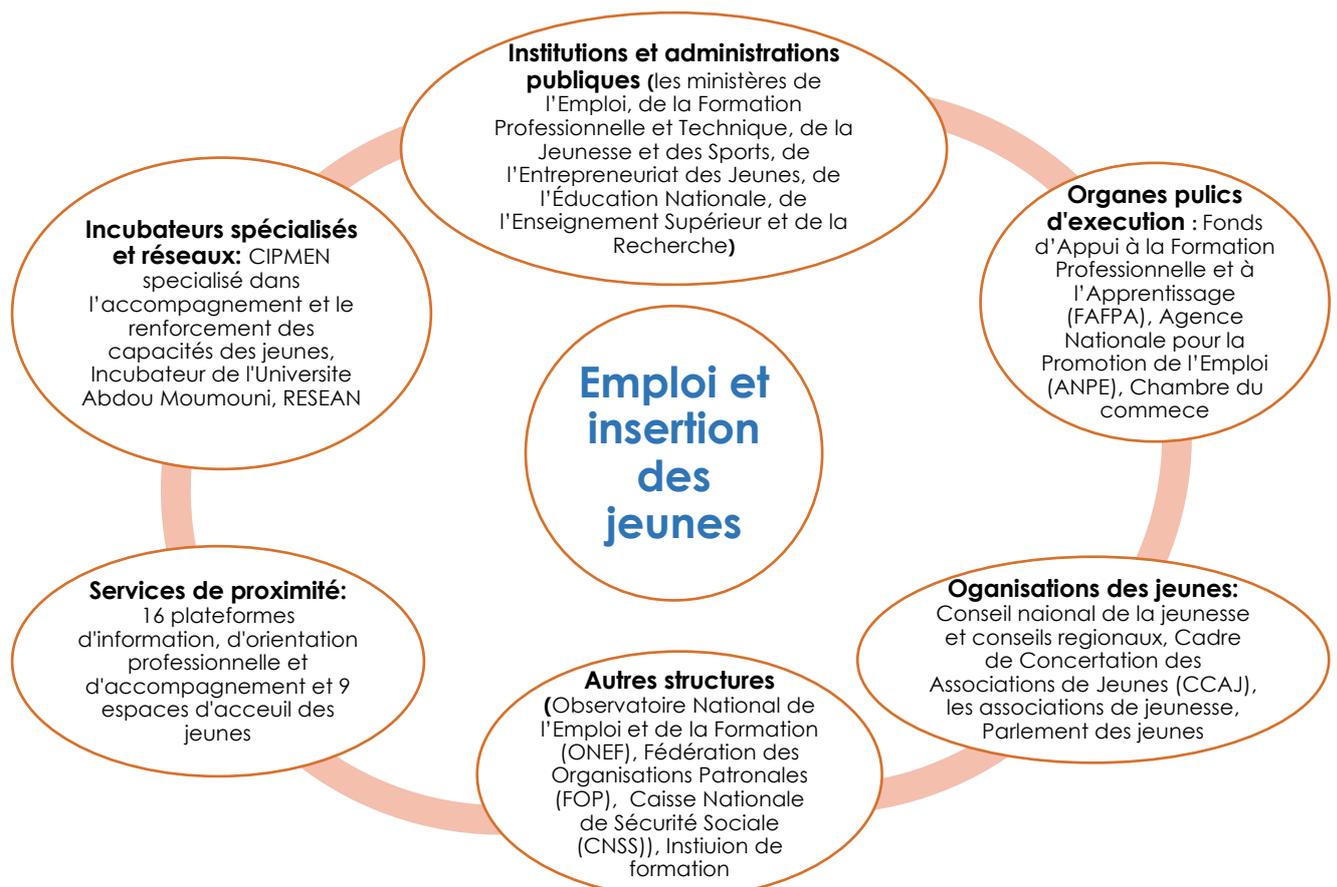
## V. Résultats de l'analyse

### 5.1. Cadre institutionnel des politiques d'emploi des jeunes

Au Niger, les stratégies nationales en faveur de la promotion de la jeunesse sont arrimées au Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2017-2021 à travers son deuxième axe stratégique qui porte sur le programme de développement du capital humain, dans l'optique d'améliorer le niveau d'instruction et de formation de la population, afin de rendre plus qualifiée la main-d'œuvre offerte.

Le cadre institutionnel actuel en matière d'emploi et d'insertion économique des jeunes fait intervenir une multiplicité d'acteurs tant nationaux qu'internationaux (Figure 6).

**Figure 6 : Panorama des acteurs intervenant dans la promotion de l'emploi et l'insertion économique des jeunes**



**Source** : Conception des auteurs.

Il importe de préciser que les politiques de promotion de l'emploi des jeunes sont indirectement impactées par celles de dynamisation et de modernisation du monde rural de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Développement Agricole Durable (SAN/DA/D). Les interventions définies ne visent pas l'emploi des jeunes mais y concourent à travers l'accroissement et la diversification des productions agricoles et halieutiques, l'approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains (HCI3N, 2021).

## **5.2. Les résultats de la mise en œuvre des programmes**

Les résultats des consultations sur le terrain montrent que la prise en compte des groupes vulnérables n'est pas systématique (63% des interviewés le confirment) tandis que plus de trois quart (77%) des interviewés s'accordent sur l'absence de manipulation dans le processus de sélection des bénéficiaires. L'évaluation des projets et programmes est une pratique courante (selon 93% des interviewés). Elle est impulsée souvent par les partenaires techniques mais les rapports produits ne sont pas toujours accessibles au public. De plus, il importe de souligner que la plupart des interventions n'ont pas pour finalité l'insertion des jeunes, et l'orientation politique semble privilégier une gestion des questions de l'emploi des jeunes à court terme plutôt qu'à moyen et long terme.

### **5.2.1. Projets d'appui au financement et soutien technique**

Ce type d'initiatives cible les jeunes ayant récemment démarré leurs entreprises ou les jeunes porteurs d'idées de projets. Mais alors que les résultats apparaissent satisfaisants dans la première formule, il n'en est pas de même pour les interventions dirigées vers les porteurs d'idées de projets qui sont les plus nombreuses. S'agissant des appuis aux jeunes entrepreneurs, les résultats obtenus résultent selon les acteurs consultés de la procédure de ciblage des bénéficiaires qui a nécessité la réalisation en amont d'une cartographie et d'un diagnostic des microentreprises existantes des jeunes, le but étant d'évaluer leurs capacités techniques, financières et commerciales et leurs difficultés (exemple du projet IDEE de l'OIM de 2017).

Les jeunes bénéficiaires consultés sont unanimes sur la pertinence du système intégré d'assistance aux entreprises (incubateur, micro-crédit, équipements et formations ponctuelles et techniques) et du renforcement des capacités entrepreneuriales des jeunes qui répondent parfaitement à leurs besoins prioritaires. Les rapports d'évaluation des projets y relatifs fournissent des statistiques sur les effets induits en termes de création d'emploi. Ils devraient toutefois être relativisés étant donné qu'il n'est pas certain que ces évaluations soient conformes aux normes scientifiques d'évaluation d'impact.

Dans le cadre du projet IDEE, le fonds de microcrédit créé au profit des bénéficiaires comprend un volet microcrédit<sup>3</sup> (100 % à taux zéro) et un volet achat d'équipement/matériel (50 % à taux zéro). Pour plus de 50% des entrepreneurs, les conditions d'accessibilité sont jugées acceptables, peu contraignantes et faciles à réunir. L'approche de formation et d'encadrement continu a été bénéfique pour renforcer le dynamisme des entrepreneurs et rentabiliser les investissements faits à leur profit.

S'agissant des jeunes urbains diplômés porteurs d'idées de projets, toutes les initiatives engagées mises en œuvre à travers les organes publics d'exécution (ANPE, Chambre de commerce) ou des ONG privées, ont eu des résultats mitigés sinon très insuffisants. Toutefois, les jeunes reconnaissent les bénéfices perçus en termes de formations et d'acquisition de certaines compétences.

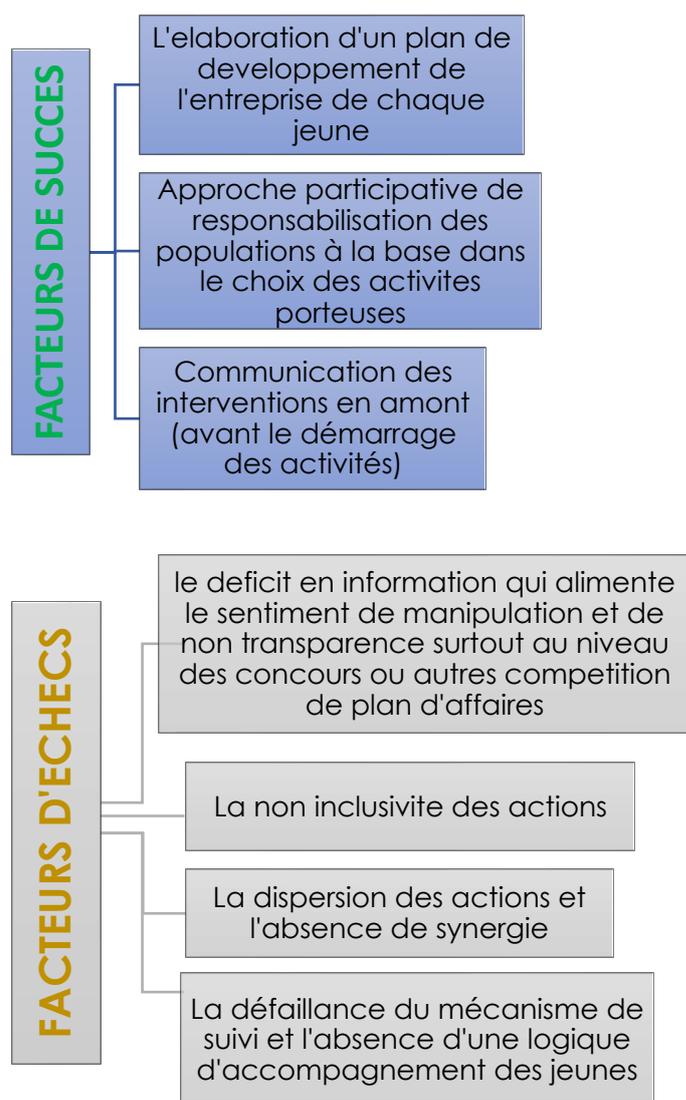
En outre, les appuis financiers et techniques (approche intégrée de formation et appui à l'émergence des micro-entreprises) apportés aux jeunes ruraux, qui visent l'émergence et la consolidation d'activités génératrices de revenus ou de très petites entreprises, peinent à produire des résultats satisfaisants en raison de plusieurs problèmes. C'est le cas par exemple du programme PACE conduit par l'ANPE sous le financement du projet PRODEC ou des appuis initiés par la Chambre de commerce du Niger. Néanmoins, l'approche intégrée de formation et d'appui à l'émergence des micro-entreprises est favorablement appréciée par les bénéficiaires en particulier et les populations rurales en général. Les facteurs de succès repérés sont la responsabilisation des acteurs locaux et des entreprises lors de l'identification des activités économiques prometteuses, la mise en place des

---

<sup>3</sup> Il est compris entre 200 000 FCFA et 2 000 000 FCFA pour environ 45% des bénéficiaires, plus de 2 000 000 FCFA pour les 55% d'entrepreneurs.

conseillers communaux d'emploi chargés de sensibiliser les jeunes sur les opportunités du marché local. Ces facteurs de succès et d'échecs des appuis techniques et financiers sont résumés dans la figure 7.

**Figure 7 : Facteurs de succès et d'échecs des appuis techniques et financiers**



**Source :** Auteurs à partir des données de l'enquête

### 5.2.2. Les initiatives de formation professionnelle et de renforcement de capacités

Ce sont les types d'appuis les plus répandus car ils ciblent surtout la frange la plus importante des jeunes que sont les déscolarisés ou non scolarisés. Leur sélection est faite en collaboration avec les acteurs locaux et, dans la plupart des cas, les réalisations sont

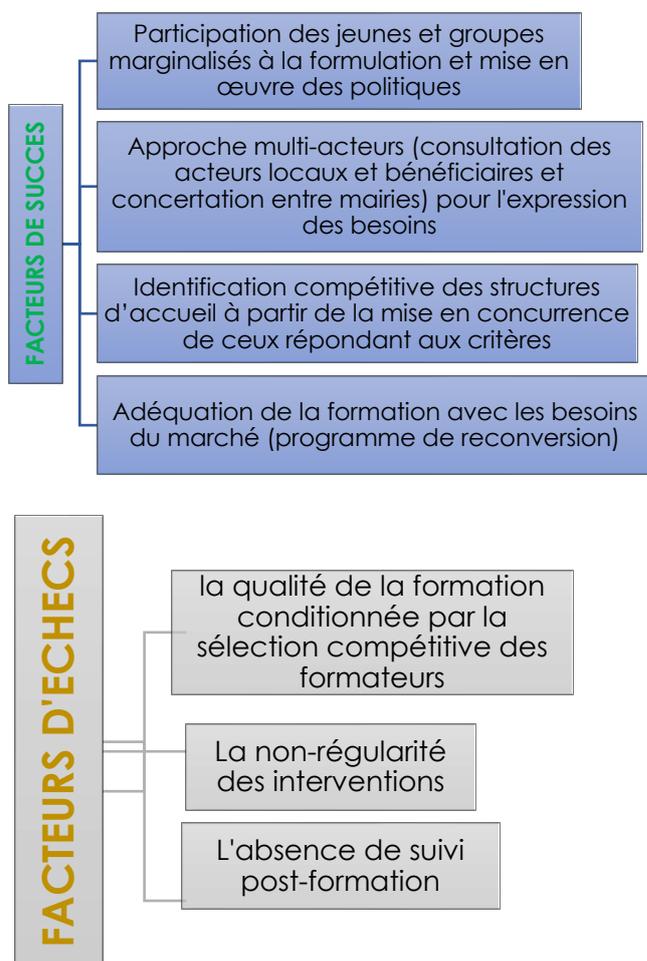
proches de la programmation bâtie souvent sur des critères spécifiques (comme la pauvreté ou l'insécurité). Mais certaines interventions sont limitées géographiquement aux zones urbaines (cas des formations de reconversion initiées par l'ANPE). Il n'y a pas de mesures spécifiques qui favorisent l'enrôlement des femmes ou des groupes marginalisés ; mais un quota de femmes est prédéterminé dans certains cas (par exemple 30% dans le cadre des activités de formation du FAFPA). De plus les jeunes femmes sont prioritaires dans les métiers stéréotypés et perçus comme des métiers pour hommes. La manipulation et l'ingérence de groupes d'intérêt spécifique est plausible.

Ces interventions ont permis d'améliorer le pilotage de l'EFPT au niveau local, et d'accroître le nombre de jeunes qualifiés dans divers métiers porteurs. Toutefois, force est de reconnaître que même si la préparation des jeunes au travail à travers l'acquisition de compétences est bénéfique elle ne crée pas, en soi, des emplois. L'opérationnalisation des jeunes formés n'est pas systématique même si l'enquête d'insertion à mi-parcours réalisée en fin 2018 par l'agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement 2016-2020 a trouvé que 44,86 % des jeunes formés ont un emploi dans un atelier ou une unité de production / prestation de services (Lux Dev, 2019), soit un taux de réalisation d'environ 90% par rapport aux prévisions. D'autres acteurs consultés questionnent plutôt la qualité des formations. Les autres effets positifs de ces initiatives sont relatifs à la construction et l'équipement de plusieurs centres de formation et la mise en place d'un vivier de spécialistes en ingénierie de formation et en orientation-insertion des jeunes au niveau des localités d'intervention à travers les conseillers en formation et les conseillers en insertion.

La plupart des jeunes consultés jugent pertinentes les interventions en référence à la valeur ajoutée reçue en termes de connaissances ou de compétences. Ils sont nombreux à reconnaître les efforts faits dans le cadre des interventions qu'ils qualifient néanmoins d'insuffisantes. Ils reprochent surtout le fait qu'ils ne sont pas toujours impliqués lors de la conception des interventions ou le sont juste à travers leurs représentants. Pour les jeunes ruraux, ils apprécient fortement les interventions qui responsabilisent les acteurs locaux dans la sélection des bénéficiaires en raison de leur transparence.

La figure 8 donne une vue synoptique des facteurs de succès ou d'échec de ces initiatives.

**Figure 8 : Facteurs de succès et d'échecs des initiatives de formation professionnelle et de renforcement de capacités**



**Source :** Auteurs à partir des données de l'enquête

### 5.2.3. Les initiatives de placement, d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes

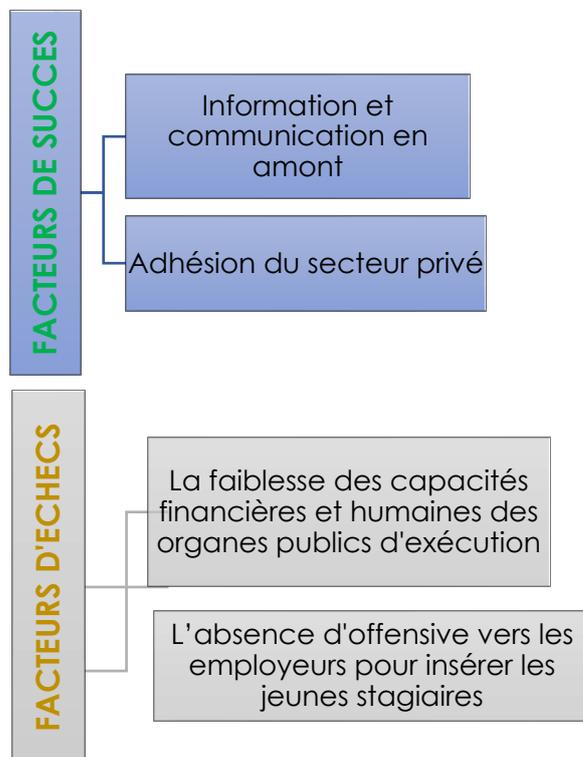
Ces programmes sont peu nombreux et pris en charge en général par des structures publiques, notamment l'ANPE, et quelques institutions internationales. La sélection des bénéficiaires est décentralisée au niveau régional mais pas au niveau communal de sorte que les jeunes doivent se déplacer pour y accéder. Dans le cadre du contrat d'initiation à la vie professionnelle (COSIVIP) de l'ANPE par exemple, la recherche des lieux de stage est prise en charge par l'agence mais une possibilité est donnée au jeune de chercher lui-même son lieu de stage. Les échanges avec les bénéficiaires montrent que dans le premier cas, l'attente peut se révéler longue pour certains jeunes (plusieurs mois, voire des années avant d'être placés). « *J'ai fait trois ans avant d'avoir mon stage actuel* » déclare un jeune

bénéficiaire. Le processus de placement se fait théoriquement par ordre d'arrivée dans une logique de respect d'égalité de chance.

En termes de résultats, le taux de participation des femmes aux stages fournis au titre du programme COSIVIP est estimé à 43,8% en 2017 tandis qu'il est de 36% pour la formation en esprit d'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'aide à la création de l'entreprise. En 2021, une évaluation interne a estimé à 46,8%, les bénéficiaires ayant pu accéder à un emploi (64,3% d'hommes et 35,7% de femmes, 38,3% du niveau moyen contre 61,7% du niveau supérieur). Les taux d'insertion moyens sont généralement faibles, environ 25%, ces programmes n'ayant pas de prime abord pour vocation d'insérer les jeunes promus.

Mais les jeunes placés en stage sont généralement satisfaits de l'offre : « Faire un stage dans un grand garage m'a permis de me familiariser avec le monde du travail » ; « Moi, j'ai appris beaucoup de choses en pratique, ce que la théorie ne m'a pas montré car je suis dans une boîte de forage hydraulique ».

**Figure 9 : Facteurs de succès et d'échecs des initiatives de placement, d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes**



**Source** : Auteurs à partir des données de l'enquête

#### 5.2.4. Résultats de l'évaluation des projets et programmes

L'évaluation scientifique des options de politiques suivant les critères de pertinence, efficacité/efficience met en exergue l'option la plus optimale pour chaque type d'intervention (figure 10).

Figure 10 : Résultats de l'évaluation des options d'interventions



Source : Auteurs

### 5.3. Les obstacles et contraintes identifiés

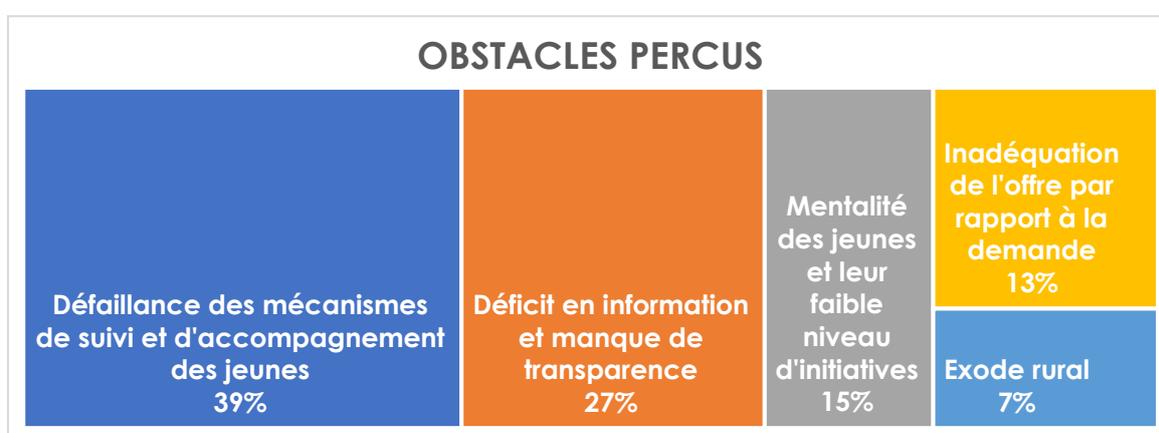
L'analyse thématique des réponses fournies par les jeunes et les autres acteurs interviewés a permis de recenser les principaux obstacles dans la mise en œuvre des projets et programmes d'emploi des jeunes.

#### 5.3.1. Les contraintes signalées par les parties prenantes

La défaillance des mécanismes de suivi et d'accompagnement des jeunes apparaît comme le premier obstacle à la mise en œuvre des projets et programmes du point de vue des interviewés (figure 11). Pendant l'intervention, elle se traduit par l'irrégularité des visites sur le terrain ou l'insuffisance de l'accompagnement et du suivi des jeunes prévu pourtant lors de la conception. Cela se justifie par les faibles capacités humaines et financières des organes d'exécution, mais aussi l'absence de soutien financier prévu à cet effet. Mais le suivi

post intervention est aussi inexistant dans bien des cas principalement au niveau des initiatives de formation ou de soutien à l'entrepreneuriat. En effet, rares sont les projets qui continuent d'accompagner les jeunes après l'obtention du financement. Quelques initiatives privées tentent de combler ce gap (Réseau des Structures d'Accompagnement à l'entrepreneuriat (RESAEN)<sup>4</sup>) à travers la mise en place de plateformes d'échange d'informations entre les structures membres et de dialogue avec les autorités nationales, le secteur financier et les partenaires au développement.

**Figure 11 : Répartition du poids des principaux obstacles énumérés par les acteurs**

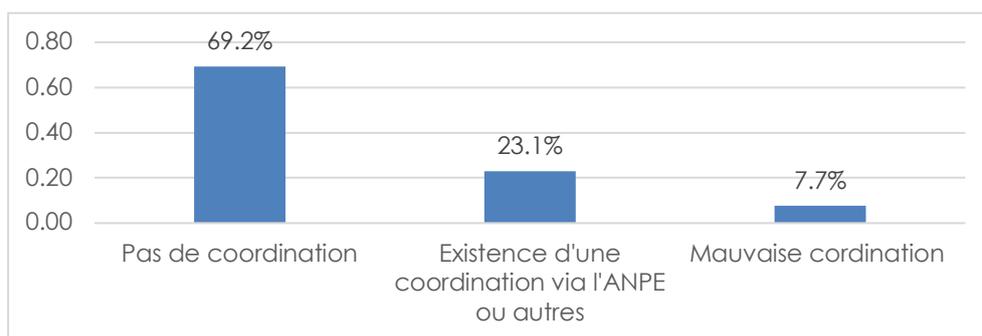


**Source :** Auteurs à partir des données de l'enquête

Le deuxième obstacle perçu est lié à des insuffisances dans les systèmes d'orientation et de communication qui ne garantissent point une large diffusion de l'information. Beaucoup de jeunes interviewés se plaignent des insuffisances dans la délivrance de l'information de manière équitable et transparente. Cette situation suscite le sentiment de discrimination, d'injustice et de manque de transparence dans la mise en œuvre des interventions. En outre, le déficit de communication est entretenu aussi au sein des organes publics en charge des questions de l'emploi des jeunes. La majorité des acteurs institutionnels confesse l'absence de mécanismes de coordination des actions en raison de l'absence d'un cadre de concertation opérationnel (figure 12).

<sup>4</sup> Ce réseau est constitué par les centres incubateurs et autres. Il est financé par les partenaires techniques et financiers

**Figure 12 : Perception de l'existence ou non d'un mécanisme de coordination des actions**



**Source :** Auteurs à partir des données de la collecte sur le terrain

La mentalité des jeunes et leur faible niveau d'initiatives constituent aussi un obstacle cité par de nombreux interviewés. Cela tient particulièrement : (i) au faible niveau de qualification de la majorité des jeunes et leur faible préparation aux activités, (ii) l'absence de culture entrepreneuriale dans l'éducation familiale d'un bon nombre de communautés nigériennes, (iii) la non inclusion de l'entrepreneuriat dans les curricula des autres cadres d'éducation et de formation, même au niveau de l'enseignement professionnel et à la valorisation sociale de la fonction publique, au détriment de l'activité indépendante (Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes, 2020). Près de la moitié des jeunes (49,0%) n'ont aucun niveau d'instruction et 16,67% d'entre eux n'ont fréquenté qu'une instruction coranique (Ministère de la Jeunesse et des Sports, 2017), situation qui ne favorise pas le développement d'un esprit d'innovation.

L'absence d'engagement véritable de la plupart des jeunes réduit l'efficacité des interventions de soutien à l'entrepreneuriat, particulièrement dans un contexte où le suivi post programme est faible. Plusieurs témoignages de jeunes bénéficiaires de soutiens financiers qui se seraient évaporés dans la nature sans aucune trace d'opérationnalisation effective de leur projet ont été rapportés.

Nombreux sont les jeunes qui ne sont pas à l'aise avec certaines conditions proposées par les promoteurs des projets en raison, d'une part, de leurs faibles capacités à produire une garantie et, d'autre part, de leur aversion au crédit. En outre, la posture attentiste des jeunes pour le démarrage des activités est aussi un autre indicateur du manque d'initiative

entrepreneurial de ces derniers. Enfin, l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail demeure aussi un obstacle de taille.

### 5.3.2. Les contraintes signalées par les jeunes

Les principales contraintes signalées par les jeunes concernent la non-inclusivité des interventions et l'é étroitesse du budget de financement. Les interventions d'appui à l'insertion économique des jeunes ne sont pas inclusives et couvrent moins de 20% des villages. Les structures chargées de promouvoir l'emploi et l'insertion économique des jeunes sont davantage orientées vers la promotion de l'emploi en milieu urbain qu'en milieu rural où se trouve pourtant la majorité des jeunes (PNE, 2020).

La non-inclusivité des interventions tient aussi au fait que des situations de vulnérabilité spécifiques à certaines couches ne sont pas prises en considération. A titre illustratif, bien que les formations de reconversion initiées par l'ANPE au niveau urbain soient accessibles à tous les jeunes remplissant les conditions sans distinction de leur provenance, aucune disposition n'est prévue pour assurer le déplacement des jeunes venant des contrées lointaines afin de leur permettre de suivre les formations. Un responsable régional de la Maison de l'entreprise explique que : « tous les jeunes perçoivent les mêmes frais de déplacement de 3000F quelle que soit leur provenance ».

Quant à l'accès limité au financement, il est perçu comme un frein à l'autonomisation du jeune et cela corrobore les résultats des études antérieures dans d'autres pays (UNDP Swaziland, 2013). Les jeunes, urbains surtout, dénoncent le plafonnement du financement mais aussi les conditions de son octroi, à l'instar de la multiplicité des formules utilisées par les promoteurs de projets (subvention totale, micro-crédit à taux réduit adossé à une subvention à 50% ou le micro-crédit à un taux réduit avec ou sans contrepartie), qui alimente la confusion des jeunes et leur réticence pour le crédit. Mais de façon pratique, il est difficile de statuer sur la formule la plus appropriée. Si la subvention totale est la plus prisée par les jeunes, les deux autres permettent de réduire l'asymétrie d'information relative à leur engagement véritable à monter une affaire. Beaucoup de jeunes désistent dès lors que le financement est conditionné par une garantie ou est libellé sous la forme d'un prêt avec

intérêt. Les facteurs d'échecs selon les jeunes sont les délais longs d'octroi des tranches de financement<sup>5</sup> et le plafonnement du financement.

Au niveau local où les financements ne sont pas très importants, la plupart des jeunes bénéficiaires arrivent à mettre en place leurs activités et à rembourser le prêt. Le principal défi à ce niveau est la pérennisation des activités après les interventions, ce qui est surmontable là où des systèmes communautaires d'entraide (comme les tontines) sont mis en place.

## **VI. Conclusion et implications politiques**

Le présent papier avait pour finalité d'identifier les meilleures pratiques qui pourraient améliorer les interventions futures au profit des jeunes. L'approche méthodologique utilisée est fondée sur l'analyse documentaire, la consultation directe avec les parties prenantes et la collecte de données primaires qualitatives.

Les résultats montrent que les efforts de soutien à l'emploi des jeunes impactent faiblement leur insertion économique. Seulement 29% des 500 000 personnes entrant sur le marché du travail chaque année ont reçu une forme de soutien en tant que bénéficiaires primaires ou secondaires (Gado et al., 2019), encore que ce soutien n'aboutît pas toujours à l'insertion du jeune. La défaillance des mécanismes de suivi, la faiblesse des systèmes de communication, la faiblesse des opportunités de financement et leurs conditions d'accès, ainsi que le faible niveau d'initiative des jeunes issus de cadres éducatifs non coopératifs sont autant d'obstacles à la promotion de l'insertion économique des jeunes. A cela s'ajoute le déficit d'offensives au niveau de la demande de main d'œuvre.

---

<sup>5</sup> Des jeunes lauréats ont témoigné n'avoir reçu qu'une partie des fonds officiellement déclarés trois ans après la compétition

Les principales recommandations pour améliorer l'insertion économique des jeunes sont :

- Prioriser l'accompagnement à l'entrepreneuriat des promoteurs ayant déjà démarré une activité, suivant une approche d'accompagnement technique continu dont la finalité est le développement de leurs affaires.
- Repenser les critères d'octroi de financement des idées de projets, et uniformiser les conditions d'accès au financement/accompagnement des jeunes en assouplissant les garanties et les taux d'intérêt sur les crédits alloués.
- Privilégier les approches intégrées en combinant à la fois des interventions visant la formation, la recherche d'opportunités d'emploi et l'appui au financement.
- Développer un programme d'emploi garanti afin de créer un seuil pour la rémunération des travailleurs occasionnels et accroître les opportunités professionnelles pendant la saison sèche.

#### **De manière spécifique, aux promoteurs de projets et programmes**

- Capitaliser les innovations pertinentes développées par les différents intervenants, mutualiser les bonnes pratiques et développer des synergies entre les projets.
- Renforcer le mécanisme de suivi pendant et après l'intervention à travers un renforcement des capacités des agences publiques d'exécution (ANPE, FAFPA, etc.) en ressources humaines et financières.
- Définir un plan de communication lors de la conception des projets et programmes, tenant compte du faible développement des plateformes publiques d'information et d'orientation et intégrant des actions de communications en amont du projet.
- Améliorer l'inclusivité des actions en prévoyant lors de la conception des projets et programmes des quotas pour les groupes marginalisés.

### Aux pouvoirs publics nigériens

- Renforcer le budget alloué aux institutions publiques promouvant l'emploi des jeunes.
- Stimuler l'éveil entrepreneurial des jeunes en systématisant la formation en entrepreneuriat à tous les niveaux dans les programmes du système scolaire et en promouvant les témoignages par les pairs.
- Prévoir des initiatives pour stimuler l'offre d'emploi en trouvant des mécanismes incitatifs pour susciter la collaboration des employés ou en instituant un texte réglementaire faisant obligation aux entreprises d'une taille donnée d'enrôler des stagiaires en contrepartie de facilités fiscales.
- Mettre à l'échelle les plateformes d'information et d'orientation des jeunes en multipliant des centres d'orientation des jeunes et en diversifiant les canaux de communications.
- Créer un fonds unique d'insertion et de promotion à l'emploi des jeunes avec des guichets spécifiques à la nature des interventions pour renforcer la transparence et la coordination des actions des acteurs.

Sur le plan opérationnel, une bonne conservation documentaire ainsi qu'une bonne pratique des évaluations sont indispensables à une appréciation réaliste et efficace de la performance de l'action gouvernementale ou celle des institutions partenaires. Elle pourrait être prise en charge par l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) ou toute autre institution disposant des compétences requises. Enfin, la réalisation prochaine d'une étude approfondie sur les opportunités d'affaires à l'échelle nationale pourrait être envisagée, pour identifier les niches innovantes de créneaux porteurs actuellement inexistantes, en tenant compte des réalités socioculturelles de chaque localité.

## Références bibliographiques

- Banque Mondiale, 2017. Global Revision of the World Population Prospects de 2017. World Development Indicator.
- Becker, G.S., 1994. Human Capital. University Of Chicago Press.
- Bissonnais, A.L., 2010. Accompagner l'insertion professionnelle des jeunes au Niger. État des lieux et pistes d'action (No. 26). Éditions du Gret, Coll. Études et travaux.
- CAPEG, 2018. Étude participative sur les aspirations des jeunes et l'efficacité des politiques publiques en matière de jeunesse au Niger.
- , 2021. Rapport de performance de l'action Gouvernementale. Janvier 2021.
- Corta, L. da, Diarra, A., Diwakar, V., Eichsteller, M., Harouna, A., Poggi, C., 2021. Youth inclusion in labour markets in Niger: Gender dynamics and livelihoods. In AFD Research Papers Issue 216, 1–109.
- Dedehouanou, S.F.A., Araar, A., Ousseini, A., Harouna, A.L., Jabir, M., 2018. Spillovers from off-farm self-employment opportunities in rural Niger. World Development 105, 428–442.
- Dedehouanou, S.F.A., Tiberti, L., Houeninvo, G.H., Monwanou, D.I., 2021. Working while studying : Employment premium or penalty for youth ? Journal of International Development 34, 415–441.
- Gado, B., Goltz, J. von der, Saidi, M., Soumaila, A.S., 2019. Support to Jobs for Youth in Niger. A Retrospective Evaluation of Jobs Project 2007-2018. World Bank, Washington, DC.
- HCI3N (Haut-commissariat à l'initiative 3N), 2021. Plan d'Action 2021-2025 de l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
- Houngbedji, K. & Zanuso, C. (2021). V / Les jeunes et les enjeux des marchés du travail en Afrique. Dans : Agence française de développement éd., L'économie africaine 2021 (pp. 75-93). Paris : La Découverte.
- Institut National de la Statistique (INS), 2016. Etude nationale d'évaluation d'indicateurs socio-économiques et démographiques
- Institut National de la Statistique et AFRISTAT, 2019. Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017. Rapport final. Niamey, Niger et Bamako, Mali : INS et AFRISTAT.
- KAMGA, B.F., 2019. Rapport général de l'étude « Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne ». Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).
- LuxDev (2016c) Evaluation Finale (NIG/018) Programme d'Appui au Développement Agricole Durable dans la région de Dosso
- Ministère de la Jeunesse et des sports, 2017. Politique Nationale de la Jeunesse. Cabinet Atlas ICG, Niamey avec l'appui de : Conseil National de la Jeunesse du Niger (CNJN)

Cadre de Concertation des Association de Jeunes (CCAJ) UNESCO - BRED  
UNICEF – Niger UNFPA – Niger. Décembre 2015.

Ministère des enseignements professionnels et techniques, 2016. Schéma Directeur National d'Orientation et d'Insertion Professionnelle des Jeunes et des Adultes par la Formation Professionnelle et Technique au Niger (SDNOIP) 73 p."

Ministère de l'Entreprenariat des Jeunes, 2020. « Stratégie Nationale de Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes au Niger 2020-2029 » 50 pages. Août 2019.

Ministère du Plan, 2017 « Plan de Développement Economique et Social 2017-2021 » 176 pages, Niger Septembre 2017.

Mueller, B., 2021. Rural youth employment in sub-Saharan Africa : Moving away from urban myths and towards structural policy solutions. International Labour Organization, p. 127.

Mutenyo, J., 2022. Income and Work for Young Men and Women in Africa : A Political Economy and Social Equity Approach to the Employment Potential of Specific Sectors and Sub-Sectors in African Economies. A Synthesis Report on Kenya, Sénégal and Uganda Country Case Studies. AERC Working Paper GSYE-005, Nairobi.

Nations Unies, 2022. World Population Prospects 2022, Online Edition. Department of Economic and Social Affairs, Population Division.  
<https://population.un.org/wpp/Download/Standard/MostUsed/>

O'Higgins, N., Shawa, K., Sossa, P., 2020. Report on employment in Africa (Re-Africa) : Tackling the youth employment challenge. International Labour Organization.

Omolo, J., 2022. Growth Sectors, Youth and Employment: Challenges and Way Forward : A Synthesis Paper of Ethiopia, Mali and Nigeria Country Case Studies. AERC Working Paper GSYE-004, Nairobi.

Spence, M., 1978. Job market signaling, in : Uncertainty economics. Elsevier, pp. 281–306.

UNDP Swaziland, 2013. Rapport des Nations Unies.

Viard-Cretat, A., Galbusera, S., Maneshi, B., Stein, A., Diarra, A.M., Coulibaly, V., Stéphane, T., Issoufou, O.K., 2019. Report On Youth Employment In Agricultural Value Chains : Niger. Catalystas, Commissioned by the Netherlands Enterprise Agency.

World Bank (2017). An Assessment of Employment in Niger.